

**LA COMMUNICATION DE L'EXOPOLITIE  
CAMEROUNAISE**

**Internet comme instrument de démultiplication des  
actions et de la résonance du Collectif des Organisa-  
tions Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora  
(C.O.D.E.)**

**Antoine WONGO AHANDA**

Maître de conférences

Université de Yaoundé II Soa - ESSTIC

Ambassade du Cameroun en France

antonahanda@yahoo.fr

**Résumé**

L'existence de mouvements d'affirmation identitaire et l'activité politique propre de communautés immigrées tendent à être perçues comme des expressions possibles de la société civile internationale. Deux concepts opératoires permettent d'élaborer un cadre interprétatif et une compréhension de ces aspects singuliers du transnationalisme : " l'hétérotopie ", c'est-à-dire de cet espace à la marge, de ce lieu autre que le pays d'origine qui offre un cadre en vue de réaliser l'utopie de la critique du gouvernement du pays d'où ils viennent ; " l'exopolitie " c'est-à-dire les actions politiques menées par des migrants forcés ou en exil en vue de contester la politique menée par leur pays d'origine. En l'appliquant à l'analyse de l'activisme médiatique du Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora (C.O.D.E), mouvement contestataire de Camerounais de l'extérieur, l'internet apparaît comme un facilitateur de l'action collective, car il donne des ressources supplémentaires aux militants pour agir sur leur environnement, vaincre la distance et l'éloignement, tout en réduisant le coût des mobilisations. La Toile agit sur la forme, les objectifs et le

déroulement des actions collectives dont il démultiplie la résonance. L'avènement de ces mutations brouille les catégories classiques de l'expression démocratique et travestissent la pratique journalistique.

**Mots-clés** : exopolitie ; C.O.D.E ; mouvements transgressifs; effet démultiplicateur ; diplomatie non gouvernementale; espace public déterritorialisé ; diaspora.

### Abstract

The existence of affirming identity movements and political activity specific to immigrant communities tend to be perceived as possible expressions of international civil society. Two operating concepts allow to develop interpretative framework and an understanding of these singular aspects of transnationalism: "heterotopia" i.e. this space at the margin of this site other than the country of origin which offers a framework to achieve the utopia of the criticism of the Government of the country they come from; "exopolitie" i.e. political actions carried out by forced migrants or in exile to contest the policy pursued by their country of origin. Applying it to the analysis of the media activism of the Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora (C.O.D.E), a protest movement of Cameroonians of outside, internet appears as a facilitator of collective action, because it provides additional resources for activists to influence their environment, overcome distance and estrangement, while reducing the cost of the mobilizations. Internet influences the form, objectives, and the conduct of the collective actions which it leverages the resonance. The advent of these mutations blurs the classical categories of democratic expression and disguise the journalistic practice.

**Key words** : Exopolitie; C.O.D.E; transgressive movements; multiplicative effect; non-governmental diplomacy; public space deterritorialized; diaspora

Les recherches en sciences de l'information et de la communication et en sciences politiques tendent à établir la prégnance d'une activité politique propre à des communautés immigrées, de même que l'existence de mouvements d'affirmation identitaire comme des expressions possibles de la société civile internationale. Depuis les années 2000, on assiste à l'apparition au sein des oppositions africaines exilées en Europe de groupuscules qui utilisent les stratégies des mouvements transgressifs [1] pour mener le combat politique dans le pays d'origine. Des organisations de Camerounais de la diaspora s'inscrivent désormais dans cette mouvance contestataire caractérisée par la saisie d'opportunités d'expression démocratique qu'offrent à la fois Internet et les pays d'accueil.

En effet, en situation de migration, les individus tâchent de tirer profit de " l'hétérotopie " que constitue la vie dans le pays d'accueil, c'est-à-dire de cet espace à la marge, de ce lieu autre que leur pays d'origine qui leur offre un cadre en vue de réaliser l'utopie de la critique du gouvernement du pays d'où ils viennent. Dufoix (2000) parle alors d'**exopolitie** [2] c'est-à-dire d'actions politiques menées par des migrants forcés ou en exil en vue de contester la politique menée par leur pays d'origine. Pour ce qui est du Cameroun, l'activisme sur Internet de l'exopolitie camerounaise prend de plus en plus la place dans l'espace public d'une opposition partisane aphone ou inaudible. Nous avons pris exemple sur le Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora (C.O.D.E), un mouvement d'opposition camerounais animé par une idéologie cristallisée dans des discours repérables et qui a investi depuis sept ans les médias en ligne ainsi que les sites d'information servant de soutiens et de vecteurs à ses actions. Cette organisation a une utilisation de l'internet qui renforce ses logiques identitaires et militantes et augmente de façon disproportionnée la résonance de ses activités par rapport à son implantation territoriale réelle.

Cet article s'articule ici plus spécifiquement autour de la question de l'accès à l'espace public par le biais de l'Internet, pour des organisations politiques qui se situent hors de l'espace public légitime mais dans l'espace public déterritorialisé. Il s'agit par conséquent d'analyser les diverses modalités par lesquelles un média (Internet) se trouve approprié comme instrument principal du combat politique en se situant aussi bien en amont des actions de l'organisation (mobilisation des sympathisants) qu'en aval (information de l'opinion sur les actions menées et à venir). Notre analyse entend montrer la manière par laquelle l'exopolitie camerounaise structure son existence autour de la communication.

## **I-INTERNET, NOUVEAU TERRITOIRE DE LUTTE DES OPPOSANTS EN EXIL**

### **I.1 La transnationalisation des identités militantes**

Pour Sylvie Ollitrault (2002), l'apparition de l'Internet a participé à la transnationalisation des identités militantes et au soutien de mobilisations méconnaissant les frontières étatiques. " *Certains groupuscules activistes veulent faire de l'Internet plus qu'un espace d'échanges, un véritable espace de contestation* ". Isabelle Sommier (2003) observe que " *La cyberpropagande traduit le déplacement de la contestation du niveau national au niveau transnational, en cherchant à susciter une solidarité par-delà les frontières, à mobiliser ce que certains appellent "l'opinion publique internationale"* ".

Outil majeur de circulation de l'information et de la liberté d'expression, le réseau Internet, par ses virtualités politiques, l'ancrage des mouvements contestataires, la possibilité d'une déclinaison de l'action politique, est ainsi pour ceux qui ont quitté leur pays, un nouveau territoire d'affrontement politique et civique, qui se poursuit tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières. Rompant l'isole-

ment de l'exilé politique, il lui fournit une tribune, une multitude de contacts et de données dans un perpétuel jeu de cache-cache virtuel.

L'Internet politique est en soi une révolution, par la possibilité de contournement qu'il offre, les pouvoirs qu'il confère et les nouveautés qu'il suscite. Pour Egré (2002), il rend anachroniques des pratiques usuelles des dissidents politiques : la tournée des ministères, "*où il fallait arriver à la première heure en costume-cravate impeccable*" [ 3] pour déposer une lettre ou demander une entrevue avant de se faire refouler par les huissiers; la tournée des journaux, "*où il fallait supplier les rédactions pour obtenir un entrefilet ou une interview*"; la tournée des organisations humanitaires "*pour obtenir quelques coups de téléphone gratuits, utiliser leur photocopieuse ou leur machine à écrire...*". Il favorise des gains de temps et des économies substantielles. Le renforcement de la visibilité et de l'impact de l'action via Internet se caractérise également par l'accroissement du nombre d'intervenants. Par le truchement des sites d'auto-publication, les médias alternatifs et le développement d'une " blogosphère " journalistique et politique. Il imprime un ordre nouveau dans l'espace public en exerçant un rôle critique.

## **I.2 Internet comme producteur et relayeur de l'information politique**

Le développement de l'activisme sur la toile s'est accompagné de l'acquisition d'une grande technicité, en clair d'une maîtrise de l'outil afin d'optimiser les bénéfices. La production, le montage et la diffusion d'un film devenant de moins en moins cher, l'information est devenue un simple matériau permettant, potentiellement à chacun, de produire son propre agencement d'énonciation. Le spectateur n'est plus alors un simple récepteur des mass-médias perçus comme manipulateurs, mais devient lui-même producteur d'information. En termes d'action poli-

tique proprement dite, la possibilité de "devenir soi-même une source d'information", en évitant les médiations précédentes, les filtres, et les prismes déformants, est le premier changement. Internet comme le montrent les soulèvements en Tunisie et en Egypte du début 2011 ne fait que relayer la lutte sur le terrain. Le Net permet souvent de diffuser et d'intervenir sur ce qui se passe dans le pays d'origine, avant même l'Agence France Presse ou Radio France Internationale, CNN ou Al Jazira, principales sources "traditionnelles" d'information dans les pays africains. Cette démarche s'inscrit en toile de fond d'une guerre de l'information où les enjeux psychologiques et politiques tournent autour du statut de la vérité.

## **II- LE CODE, FIGURE MÉDIATIQUE DE L'EXOPOLITIE CAMEROUNAISE**

### **II.1 Fondements et ressorts de l'action**

L'émigration politique camerounaise a nourri et alimente encore une forme d'exopolitie. Les militants nationalistes de la première génération des indépendances sont morts ou sont rentrés au Cameroun. Mais d'autres opposants sont partis du Cameroun ou ont été contraints à l'exil plus récemment, durant les premières années de la démocratisation. Certains font partie du C.O.D.E ou participent globalement à son déploiement. Le Collectif des organisations patriotiques et démocratiques de la diaspora (C.O.D.E), s'est en effet constitué à Hambourg en Allemagne, en août 2003, à l'initiative d'anciens étudiants camerounais exilés en Allemagne. Base de synthèse des revendications de groupes politiques camerounais opposés au régime de Paul BIYA, il s'est donné la vocation, devant le constat formulé de l'échec des partis politiques en activité au Cameroun, de fédérer ce qu'il désigne comme toutes les forces patriotiques de la diaspora camerounaise pour contribuer au renversement du régime dit " antipopulaire

" au pouvoir et pour l'instauration d'un véritable changement démocratique au Cameroun.[<sup>4</sup> ]

Le C.O.D.E est composé principalement d'associations à caractère politique, notamment le Cercle Felix Moumié de Réflexion et d'Action pour un Mieux Etre du Cameroun et de l'Afrique en France ; le Conseil National de la Résistance ; le Groupe Campaign for Democracy en Angleterre ; l'Association d'Aide Socio Humanitaire au Cameroun (ASASH) ; Cameroon Diaspora Coalition ; le Cercle Belgo Africaine pour la Promotion Humaine (LIBERAL-CEBAPH) ; le Collectif National contre l'Impunité ; la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme ; Ma Patrie ; le Mouvement pour la Démocratie et l'Interdépendance (MDI). Il intègre de façon ponctuelle ou régulière, selon les modalités de l'action, des partis politiques camerounais d'opposition représentés en France : le Social Democratic Front (SDF), le Mouvement progressiste (MP). Il compte également dans ses rangs des anciens exilés politiques, défendant la ligne dite historique et originelle de l'Union des populations du Cameroun (UPC).

Doté d'une charte et d'organes délibératifs, le fonctionnement du C.O.D.E est assuré par un Secrétariat exécutif, dont le siège dépend du pays de résidence du Secrétaire exécutif. Il comporte des antennes-pays en France, en Allemagne, et en Angleterre notamment. Souvent traversé par des dissensions portant notamment sur les modalités de l'action, la nature du discours et le choix des dirigeants, il a consolidé une structure plus ou moins systématique s'appuyant sur un noyau réduit de membres dont l'activisme diplomatique, la visibilité sur Internet, le soutien des relais locaux au Cameroun compensent assez souvent la faiblesse des troupes lors des campagnes de mobilisation. Les ressorts de l'action du C.O.D.E [<sup>5</sup> ] reposent sur des piliers consubstantiels à sa nature de mouvement contestataire, les formes rhétoriques caractérisées par l'interpellation dénonciatrice et l'usage de statuts propres à légitimer les acteurs.

### *II.1.1 L'opposition frontale et systématique*

Le point de ralliement essentiel des organisations qui constituent le C.O.D.E, le préambule de sa charte, et la traduction concrète de ses thèmes mobilisateurs énoncent une opposition claire et revendiquée au régime du président Paul Biya. A travers l'interpellation des instances dirigeantes occidentales, la diffusion des messages sur Internet, l'organisation des manifestations, la gestion du président de la République du Cameroun est systématiquement contestée, les faits et gestes de la famille présidentielle commentés, l'écho des voix critiques vis-à-vis du régime porté, les actions du gouvernement dénigrées, travesties ou ignorées.

### *II.1.2 Manipulation des symboles et réappropriation de l'histoire*

En se réappropriant l'histoire du Cameroun et de l'Afrique, le C.O.D.E revendique l'héritage des martyrs de la colonisation, résistants à la pénétration impérialiste ; des nationalistes, notamment les hommes politiques camerounais des années 50-60 favorables à une indépendance sans conditions du Cameroun, à travers principalement l'Union des populations du Cameroun. Des figures comme Roland Felix Moumié, Um Nyobé, Ossendé Afana sont de véritables icônes évoquées systématiquement lors des mobilisations, manifestations et campagnes.

### *II.1.3 Fédération et ralliement des forces contestataires*

Hétéroclite, le C.O.D.E, outre les associations qui le constituent entend porter la voix de tous les contestataires du régime. Les rassemblements réunissent souvent des forces autrefois opposées, notamment des dissidents du parti au pouvoir,<sup>[6]</sup> les moindres critiques venant de l'intérieur sont valorisées, et une grande visibilité est donnée aux ouvrages, textes et autres productions littéraires

de personnalités en rupture, ou à l'activisme de groupuscules, d'individus n'ayant pas de véritable représentativité sur l'échiquier politique national.

#### *II.1.4 L'interpellation dénonciatrice*

La rhétorique du C.O.D.E, bien qu'évoluant sur plusieurs registres (démonstration argumentative, discours expert sur l'histoire, énonciation, etc...), s'exprime essentiellement à travers une dénonciation constante de la gestion du pouvoir au Cameroun. Par les thématiques retenues, les catégories sémantiques, le style, et les symboles choisis, l'objectif reste le même : apporter la preuve des exactions, de la corruption, de l'incompétence et de l'absence de patriotisme du régime.

### **II.2 Le cadre de l'action**

Le C.O.D.E se conçoit comme un moteur essentiel de fédération des Camerounais de l'extérieur, avec un cœur d'activité et de ralliement majeur en Europe et en Amérique du Nord. Revendiquant un patriotisme justifié par le passé militant de ses cadres dirigeants,<sup>[7]</sup> l'intégrité et la pertinence de leur credo politique, la critique de la gouvernance et des collusions avec des pays étrangers notamment la France, il prospecte, incite et convie différentes organisations camerounaises, citoyens et responsables politiques, résidant ou installés dans ces zones géographiques afin de renforcer son potentiel militant, crédibiliser son discours, circonvenir les critiques la réduisant généralement un groupuscule d'activistes, et réaliser son objectif ultime, la déstabilisation du régime en place au Cameroun.

La trajectoire de ses fondateurs, dirigeants et personnalités influentes, en les conduisant à s'installer en France, en Allemagne, en Angleterre, au Canada et aux Etats-Unis a grandement favorisé l'ancrage de son activité

dans ces différents pays. Dépositaires du fond symbolique du discours du Collectif, les anciens militants de l'Union des populations du Cameroun, activistes politiques des années 50 et 60, et figures tutélaires qui inspirent et structurent en partie son activité, ont en effet renforcé la forte connotation du C.O.D.E, comme cadre d'expression d'exilés et de réfugiés politiques. La médiatisation et la surdramatisation des rencontres avec des dissidents du régime sollicitant l'asile en Europe (anciens fonctionnaires, leaders politiques) ou de leur ralliement au Collectif, la sympathie affichée par d'anciens animateurs et journalistes camerounais bénéficiaires du statut de réfugié, y contribue également.<sup>[8]</sup>

Mouvant, le Collectif renforce le nœud de sa stratégie, c'est-à-dire l'exploitation optimale des nouvelles technologies, la maximisation de l'impact de ses messages via les relais médiatiques locaux, le ciblage des médias occidentaux critiques à l'égard des régimes africains et camerounais principalement. Composante centrale de sa stratégie, Internet représente plus qu'un média et conditionne de façon décisive les démarches du Collectif, influence les formes du discours et détermine amplement les circonstances de la mobilisation.

### **II.3 Mise en œuvre et portée de l'action**

L'ancrage et la visibilité de l'action du C.O.D.E sur Internet et le relais médiatique de ses activités brouille la perception de sa véritable nature. Elle subsume considérablement les perspectives d'analyse et le regard objectif sur sa vocation, sa démarche et ses visées. Cette situation s'explique par un hiatus considérable entre le bruit médiatique et les résultats mitigés des objectifs des mobilisations populaires qu'il tente de susciter. L'adaptation de la stratégie du Collectif au gré des circonstances fournit des clés de compréhension de la structuration de son action, son évolution et son ancrage médiatique ainsi que sa por-

tée. En effet, depuis sa création à Hambourg en 2003, restant fidèle à son credo fondamental, " le renversement du régime illégitime, antidémocratique, corrompu et apatride incarné par Paul Biya ", le C.O.D.E a évolué d'une organisation dont la vocation était de structurer un mouvement politique classique, en fédérant le potentiel contestataire de la diaspora et ralliant les forces politiques intérieures dans une visée de conquête du pouvoir à terme, à un réseau virtuel, investissant la toile par une profusion de communiqués, le commentaire de l'actualité et l'appel à l'insurrection. Influencé par les courants radicaux dirigés par d'anciens leaders du Parlement étudiant des années 90, des activistes du Social Democratic Front et la rhétorique radicale des exilés upécistes, ce positionnement stratégique a déterminé dès les premières heures de l'activité du Collectif, l'essentiel de ses initiatives.

Dans un cadre politique stricto sensu, la formulation des lignes directrices, la consolidation d'un noyau dirigeant mobilisateur et le succès escompté de l'action, s'articulent suivant l'évolution et les réorientations autour de trois dimensions. La dimension pragmatique, fondatrice et essentielle à travers la visée ultime d'alternance politique, et les deux autres, accessoires, qui servent de ressources, de vecteurs et d'appoints à la première, c'est-à-dire la dimension symbolique et la dimension structurelle.

### *II.3.1 La dimension pragmatique*

A travers une vision instrumentale de la communication, comme outil de mobilisation, de sensibilisation et de fédération de la diaspora, de jonction avec les forces intérieures, le Collectif, s'est significativement réapproprié les atouts essentiels d'Internet, en maîtrisant dans une approche de marketing politique propre, son potentiel interactif et ses larges capacités de diffusion. Le Collectif dans son approche médiatique, n'a originellement pas penché pour une stricte consubstantialité entre communi-

tion et politique. Il n'a non plus utilisé les catégories de la communication, par le truchement de métaphores pour interpréter et comprendre la logique du système politique camerounais. Il a développé une analyse qui recoupe le cadre interprétatif de l'opposition camerounaise, des dissidents du régime, et de la littérature sur les manquements de la démocratie.

De façon globale, selon sa perception, les ressorts de la pérennisation du pouvoir au Cameroun se trouvent dans la confiscation des structures de prise de décision, la répression des libertés, le contrôle du processus électoral, l'obstruction de l'espace public.<sup>[9]</sup> Se démarquant d'une frange de l'opposition, dans sa volonté de monopolisation de la vérité et de distribution de satisfécits, elle impute à de nombreux leaders la responsabilité de l'échec de l'alternance politique, et par conséquent prône un renouvellement radical des stratégies et des hommes.

Ce positionnement a induit une approche comportementaliste de la stratégie de communication, à travers une diffusion pyramidale de messages, visant dans un but bien défini à faire adopter ses vues, inciter à l'initiative, et garantir le succès de l'action. Une conception éprouvée de la mythologie politique camerounaise née dans les années 50 et amplifiée au plus fort des années 90 marquées par une démocratisation de la vie politique imprègne durablement les repères idéologiques du Collectif. Il s'agit de la primauté du combat des nationalistes, la corruption et l'extraversion congénitale des deux régimes Ahidjo et Biya, l'inefficacité de la stratégie de conquête du pouvoir par les urnes. La maturité politique du peuple, la sensibilisation de l'opinion publique internationale, l'activation des bases insurrectionnelles sont considérées à l'aune de ce prisme idéologique. Le public de la diaspora constitue dans cette optique un terreau fertile, eu égard à la stigmatisation par le pouvoir <sup>[10]</sup>, aux intuitions intellectuelles ou à des considérations empiriques. La production

de bulletins d'information, la diffusion de tracts, les interventions médiatiques concourent à cet objectif. Les interactions mises en œuvre n'ont pas une vocation absolue de structuration et de construction commune d'un espace public idéalisé. Elles ont une nature stratégique en rapport avec la volonté manifestée et revendiquée de se poser en adversaire, postulant et force d'alternance. Radical, revendiquant une vue objective et patriotique de la situation politique, le Collectif postule ainsi une légitimation de son action par l'adoption progressive de son idéal politique par la diaspora.

Cette démarche est consolidée par la mise en œuvre d'une batterie d'actions dont le rôle de la communication est d'en souligner l'importance, la pertinence et la portée. Elle s'appuie sur divers axes : des activités classiques (manifestations, forums, rencontres) ; un alignement sur les pratiques d'organisations non gouvernementales célèbres (happening), des approches inédites (diplomatie non-gouvernementale et parallèle) ; et l'appui (soutien aux organisations politiques et de défense de droits de l'homme au Cameroun).

### *II.3.2 Les manifestations*

Après son avènement en 2003, le Collectif a initié une tradition qui fait désormais l'une des ses marques de fabrique, l'organisation de manifestations événementielles de protestation contre le régime camerounais. Il s'agit de marquer les esprits en s'appuyant sur l'exemple des dissidents, des exilés et des activistes revendiquant différentes causes (Tibet, opposants aux régimes africains, activistes des droits de l'homme) qui investissent à l'occasion de visites de chefs d'Etat étrangers en France, différents lieux symboliques (les abords du Palais de l'Elysée, la place de la Concorde, les abords de l'Assemblée nationale, le Parvis des Droits de l'Homme à la place du Trocadéro, etc...). Ces manifestations surviennent en général à l'approche d'une

visite du Chef de l'Etat camerounais à l'étranger, dans un des pays d'Europe ou d'Amérique du Nord. Cette orientation vers des opérations coup de poing et le bénéfice de leur portée médiatique a été inspirée de trois initiatives, sous la forme de happening, menées par des organisations camerounaises d'Angleterre et des Etats-Unis à diverses reprises à savoir les participations du président Paul Biya aux cérémonies de la 34<sup>e</sup> Conférence générale des Nations Unies à New York en octobre 2007, la Journée du Commonwealth of Nations en mars 2004, le sommet de la Francophonie au Canada en octobre 2008, la visite officielle du Président Paul Biya à Paris en 2009.

Véritable arlésienne, le spectre des manifestations populaires du C.O.D.E hante habituellement les autorités camerounaises et alerte les forces de sécurité des pays hôtes, en raison de campagnes médiatiques amplifiées et systématiques.<sup>[11]</sup> La violence des messages et l'attention que leur accordent les médias des pays visités contrarient très souvent les objectifs de communication gouvernementale, de promotion de l'image du Cameroun, et de mise en œuvre des principes de sa diplomatie. La résonance médiatique de ces manifestations est généralement forte. Certains médias sensibles à ces questions en font systématiquement le relais. De plus, les manifestations à travers le tractage offrent l'occasion de sensibiliser l'opinion publique française et de bénéficier du soutien d'hommes politiques acquis à la défense des droits de l'homme à travers le monde.

Pour contrebalancer l'étroitesse des rangs de ses manifestants, le Collectif, tout en récidivant en diverses occasions, va réorienter sa stratégie et privilégier la diffusion du discours à travers communiqués, l'adaptation thématique en fonction des exigences de l'actualité et de l'agenda politique camerounais. Dès lors, la manifestation acquiert une fonction tribunitienne. Le relais médiatique est désormais privilégié à travers diverses thématiques en

lien avec l'actualité (contestation de la création de Elections Cameroon, le nouvel organe indépendant en charge du processus électoral, dénonciation de l'emprisonnement ou de la mort de journalistes, dénonciation de la révision constitutionnelle, efficacité contestable de la campagne de lutte contre la corruption, répression des émeutes de février 2008, irrégularités du processus de privatisation des entreprises publiques, etc...). Des communiqués, des articles et des tribunes sont diffusés en appel à la mobilisation et à l'issue de celles-ci.

### *II.3.3 La diplomatie non gouvernementale*

L'action du C.O.D.E intègre aussi un contact permanent avec différentes structures gouvernementales, personnalités, organisations politiques et institutions européennes ou basées en Europe. Elle s'inscrit dans une perspective de diplomatie non gouvernementale, d'élargissement du champ d'activité des ONG internationales dans le domaine de la promotion des droits de l'homme, de la gouvernance et des valeurs démocratiques, de la sensibilisation de l'opinion publique internationale. De façon générale, la notion de Diplomatie Non Gouvernementale développée par Rouillé d'Orfeuil (2006) est décrite comme la manière dont les acteurs internationaux non gouvernementaux participent au débat public international et interagissent avec les autorités gouvernementales en charge de conduire les négociations internationales.<sup>[12]</sup> De façon ciblée, le Collectif s'appuie sur le soutien d'ONG françaises critiques à l'égard de la gouvernance en Afrique à l'image de " Survie " et de diverses autres intégrées dans des réseaux de lutte contre la " Françafrique " pour porter à l'attention des décideurs des doléances, à travers des mémorandums sur la situation du Cameroun, visant des sanctions, le contrôle du processus électoral et l'exercice des pressions sur le gouvernement. Les institutions qui font l'objet permanent de son attention sont la Commission Européenne et la Représentation de l'Union Africaine

basées à Bruxelles. Les gouvernements européens sont généralement sollicités à travers des lettres ouvertes, des communiqués de presse, et des demandes d'audience.[<sup>13</sup>]

### *II.3.4 Les forums et rencontres*

L'organisation de rencontres permet au Collectif de mettre en exergue une des facettes de son action, le travail discursif développé autour de l'alternance politique, le développement des interactions avec les forces considérées comme patriotiques. La vocation de ces rencontres, dont la première tenue en novembre 2005, à Bobigny en région parisienne, est de rassembler les organisations et les personnalités pertinentes et représentatives de la diaspora camerounaise, " dans un cadre de réflexion et d'action pour le changement et un développement directement profitable aux masses populaires, clochardisées par la politique antisociale et criminelle du régime autoproclamé de Yaoundé. ". Ces rencontres, outre les forums stricto sensu, convient quand elles ont lieu, des responsables de l'opposition camerounaise de passage en France, des responsables de partis politiques africains. En général, le profil des intervenants correspond à la volonté du Collectif de crédibiliser sa vocation de fédérateur de l'ensemble des compétences, intellectuelles notamment, des Camerounais de la diaspora.

### *II.3.5 La dimension symbolique*

L'évolution de l'action du Collectif et ses réorientations stratégiques n'ont pas obstrué un des éléments moteurs de son idéologie politique, dont l'objectif est de conforter sa dimension patriotique, assurer une continuité historique, et orienter le sens des messages ou de l'interaction vers la stigmatisation de l'extraversion du pouvoir et la nécessité de son éviction. Cette dimension symbolique est au service de l'ambition politique à travers le récit historique et l'hommage aux martyrs et le vote symbolique.

**Le récit historique et l'hommage aux martyrs** tiennent une place importante dans la déclinaison des aspects symboliques de l'action. Ils constituent des ressources fondamentales dont l'articulation avec la dimension pragmatique sert à délégitimer le pouvoir, souligner une défaillance congénitale, la collusion avec la France, conférer un statut prééminent aux forces d'opposition dans la continuité du combat nationaliste. L'autorité significative de personnalités emblématiques de l'exil politique camerounais des années 60, anciens cadres ou dirigeants de l'Union des populations du Cameroun conforte l'ancrage idéologique de cette dimension symbolique.[<sup>14</sup>] Servant structurellement la rhétorique, elle attribue la vérité historique aux tenants du discours nationaliste dont le Collectif se conçoit comme héritier, vecteur et propagateur. C'est ce qui explique, par exemple la forte implication du Cercle Felix Moumié, une des organisations phares du C.O.D.E dans la formulation des stratégies, la diffusion de communiqués et l'intervention dans des débats à caractère historique.[<sup>15</sup>]

**Le vote symbolique**, dont le premier, fut organisé le 10 octobre 2004, sur l'esplanade du Trocadéro à Paris, constitue une des figures métaphoriques utilisées pour faire sens, provoquer et susciter l'attention des médias, des officiels, et surtout dénoncer par la diffusion de communiqués, les travers du régime, traversant la seule question électorale. Ce vote s'ajuste aux stratégies habituelles, frapper les esprits à l'occasion d'une visite du Chef de l'Etat, ou à l'approche d'un scrutin au Cameroun, en relevant à travers la transparence du scrutin, les résultats plébiscitaires en faveur de l'opposition donc de l'alternance.

### *II.3.6 La dimension structurelle*

L'existence de canaux de diffusion, le soutien et la bienveillance de relais médiatiques, le développement d'un réseau d'organisation, l'investissement de la blogosphère

soulignent la dimension structurelle de la communication du Collectif. IL s'agit d'une ressource majeure servant l'ambition politique et les visées pragmatiques du Collectif. Elle est même devenue au gré des échecs de la mobilisation le moteur de l'activité, le critère décisif de l'action. Le C.O.D.E est un véritable produit virtuel et médiatique par l'asymétrie entre la virulence, l'ampleur, l'écho des communiqués et des messages et la réalité numérique de la mobilisation. Les canaux et relais médiatiques camerounais qu'ils soient en ligne ou constitués de quotidiens et journaux camerounais ont significativement contribué à cette floraison. Cette constellation s'articule autour de trois principaux pôles :

### *II.3.7 Les portails et Sites Internet*

Il s'agit d'une kyrielle de sites créés par des Camerounais de la diaspora depuis 2000 dont la structuration reprend l'arborescence classique des agrégateurs d'informations désignés sous l'appellation " portails ". Ils reprennent en général des informations de la presse camerounaise, développent, certes en faible proportion, des contenus propres, ouvrent leurs lignes aux tribunes, aux correspondances des internautes, citoyens, chercheurs. Ils servent de vecteurs à la dynamique du Collectif à travers la diffusion des communiqués, la couverture des activités, l'amplification et l'exploitation multimédia notamment à travers l'Open publishing des manifestations, mobilisations et rencontres qu'il organise.<sup>[16]</sup>

### *II.3.8 Les Blogs*

Une deuxième catégorie de sites, les blogs constituent l'un des maillons essentiels de la chaîne de diffusion. Ils sont l'œuvre d'organisations affiliées au Collectif, de personnalités politiques, de citoyens engagés, ou de groupuscules militants.

### II.3.9 Les plate formes virtuelles

L'avènement des réseaux sociaux, Facebook, Hi5, Twitter, Viadeo, a permis le développement d'une communication de proximité à travers la création de groupes dédiés à l'histoire nationaliste du Cameroun, aux élections, au changement politique, à la critique du régime. Les objectifs poursuivis à travers l'exploitation de ce réseau virtuel sont transversaux et se résument en cinq points :

- diffusion du discours persuasif
- alerte de l'opinion publique nationale et internationale
- relais de l'approche discursive et de l'explication savante
- légitimation et mobilisation.

L'expansion de l'Internet militant s'est accompagnée d'une circulation inexorable des vidéos sur ces plateformes, confirmant la valorisation des capacités multimédia de la Toile. La multiplication des sites d'échanges de vidéos, à l'exemple de You tube et Daily Motion, l'essor des réseaux sociaux (Facebook, Hi5), le développement des applications, l'évolution des systèmes de gestion de contenus a amplement favorisé ce phénomène. Les facilités désormais offertes par divers supports numériques permettant la prise de vue par des non professionnels (appareils photos, caméscopes, téléphones portables) accroissent le potentiel de publications.

L'attractivité de l'image vidéo et sa présomption de vérité confèrent une valeur probante à l'information, et le contournement des chaînes classiques dont les contraintes réglementaires restreignent la publication constitue un élément de valeur ajoutée. Elle imprime à l'information fournie sous la forme d'un texte plus qu'un agrément en soulignant par le choix des images, l'orientation sémiologique, la charge émotionnelle, toute l'intensité et la pertinence. Outre les espaces dédiés à l'audiovisuel, de

nombreux sites camerounais renforcent la dimension multimédia des textes publiés en y insérant des vidéos. La structure de certains articles laisse d'ailleurs une large place aux contenus audiovisuels introduits seulement par un titre et un chapeau de présentation. Ces vidéos sont généralement consacrées à l'actualité politique à l'occasion d'évènements importants de l'actualité nationale ou internationale impliquant le Cameroun. Elles sont constituées d'articles autonomes, de reprises des journaux télévisés, des envois d'amateurs, et des communiqués d'organisations politiques.

Dans la communication du C.O.D.E, les vidéos constituent un élément décisif en jouant sur le registre émotionnel et en représentant un élément probatoire des exactions reprochées au régime. De qualité moyenne sur le plan technique, car réalisées avec des supports de base, ces vidéos accordent une large place aux interviews des responsables, aux commentaires favorables à l'action du Collectif, aux images de chaînes étrangères traitant du Cameroun. Le montage des éléments se caractérise par une exploitation des possibilités du multimédia par l'insertion de textes de propagande, de photos et une valorisation systématique des reportages défavorables à la gestion de l'Etat camerounais, à l'histoire controversée du mouvement nationaliste et aux questions liées à la diaspora. Les vidéos ont servi à plusieurs occasions à alimenter la rumeur, amplifier les actions de déstabilisation du Collectif, alerter les autorités politiques et asseoir la popularisation des thématiques généralement défendues. Un des exemples les plus marquants a été la diffusion des images relatives aux émeutes de février -mars 2008 au Cameroun. Postées par divers canaux, elles faisaient état de violations des droits de l'homme en divers endroits en présentant généralement sous la forme de photos des images de morts, de personnes battues, d'arrestations massives et de bavures policières.[<sup>17</sup>]

### III- L'IMPACT DE LA COMMUNICATION DU C.O.D.E

Cette évolution de la communication du C.O.D.E s'explique par la séparation entre amateurs et professionnels, profanes et spécialistes, représentés et représentants, fortement estompée dans la plupart des dispositifs d'expression sur Internet. La réputation et la notoriété sur Internet se construisent sur la base de l'audience et sont mesurés par l'ensemble des réseaux de contributeurs, commentateurs, évaluateurs et diffuseurs, qui se greffent à tel ou tel site, de sorte que la notoriété n'est jamais donnée (par un statut) mais acquise par un travail de conviction et d'intéressement. Enfin, l'Internet ne connaît pas les silencieux. Pour y être présent et reconnu, bref légitime, il faut agir, contribuer, écrire, recommander, répondre.

La prégnance de cette prime à l'activisme se révèle à travers deux enjeux essentiels pour l'opposition : l'usage légitime du terme diaspora ; l'ambition fédérale de la diaspora ; l'efficacité des appels à l'insurrection.

#### III.1. Décrédibilisation et déstabilisation

L'usage légitime du terme diaspora ne relève pas uniquement d'un débat sémantique, car il comporte également une dimension politique, révélée par la perception et les appréhensions de la classe politique gouvernementale. Le terme **diaspora** au Cameroun, du fait des conditions historiques particulières ne désigne pas la dispersion d'une communauté ethnique ou d'un peuple à travers le monde. Il tend à se rapprocher plus étroitement de la conception extensive qui désigne aussi le résultat de la dispersion, c'est-à-dire l'ensemble des membres d'une communauté dispersés dans plusieurs pays. Le terme de diaspora sert à désigner dans le cas d'espèce toutes sortes de phénomènes résultant de migrations de population dans plusieurs pays, à partir d'un foyer émetteur.<sup>[18]</sup>

Dans le cas du CODE, la revendication du terme diaspora s'exprime à travers trois éléments essentiels :

1. La conscience nationaliste et le fait de revendiquer une identité politique.
2. La quête d'une organisation politique du groupe dispersé (vie associative).
3. L'existence de contacts sous diverses formes avec le Cameroun afin de traduire concrètement la quête de changement politique révolutionnaire.

L'ambition fédérale de la diaspora est donc la conséquence logique de la réappropriation du terme diaspora. L'espace d'une communauté camerounaise de l'extérieur étant diffus et atomisé, constitué de pôles singuliers, de trajectoires individuelles particulières, de groupes variés sans organisation efficace, sans rassemblement rationnel, il semble nécessaire pour les tenants du mouvement d'unifier les forces.

### **III.2. L'effet démultiplicateur de la communication**

Le fabuleux grossissement du Collectif à travers les médias est d'une efficacité certaine. Il conditionne le regard et obstrue l'évaluation. La préemption de thématiques symboliques liées à l'histoire politique du Cameroun, la polarisation de la nature dissidente de la diaspora, la survivance d'un glacis de radicalisme politique au Cameroun, relais structuré de l'action et du discours du C.O.D.E, fonctionnant en vase communicant dans une sorte de balancier, renforcent cet état de choses.

Dans une interview accordée à Christophe Boisbouvier le 12 Mars 2008 sur Radio France Internationale, M. Charles Etoundi, ancien Ministre de la santé du Cameroun, Membre du comité central du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais, parti au pouvoir dressant le bilan des émeutes de février 2008 au Cameroun indexe ouvertement le C.O.D.E qui serait, selon lui,

à l'origine de l'insurrection dans certaines villes du Cameroun. Pour Charles Etoundi,

*"Il y a derrière ces manifestations toute une organisation détaillée, planifiée et politisée. Donc la situation de la vie chère a simplement été manipulée, instrumentalisée. Vous qui êtes en France, est ce que vous connaissez une organisation qu'on appelle le C.O.D.E ? [...] Voilà une structure qui dans un mail adressé aux Camerounais de la diaspora, je crois que c'était le 29 février, a expliqué ce qui s'est passé au Cameroun. Ce C.O.D.E là lui-même le dit, dans le mail qu'il a envoyé et dont j'ai un exemplaire ici, où il dit qu'au Cameroun le C.O.D.E a installé une branche insurrectionnelle. Alors on ne peut pas parler de mécontentement populaire dans cette affaire [...]"*

Cette opinion illustre l'effet démultiplié de la communication du C.O.D.E. L'efficacité des appels à l'insurrection et à la contestation est recherchée par l'articulation d'une base communautaire légitime, fédérale et consciente, le lien avec les forces intérieures et une organisation structurée. La chute du régime du président Biya étant l'objectif ultime, l'usage du terme diaspora par le gouvernement est perçu comme usurpateur, hypocrite et opportuniste. Les réactions à diverses déclarations et initiatives présidentielles et gouvernementales en témoignent. Il s'agit notamment d'une série d'articles critiques dénonçant l'appel à la diaspora pour le développement du Cameroun lancé en juillet 2009 par le Président Paul Biya, d'une floraison de tribunes dans la presse dénigrant ouvertement en août 2010 l'initiative de l'organisation d'un forum économique et commercial avec la diaspora et d'une série de tracts diffusés en février 2011 au Cameroun et sur Internet invitant le peuple à s'associer aux forces de la diaspora afin de contraindre, sur les modèles tunisien et égyptien, Paul Biya à quitter le pouvoir. L'écho de ces articles est amplifié par les critiques de la presse gouvernementale, les communiqués du gouvernement et les réactions des autorités

politiques du pouvoir et la concurrence médiatique des partis traditionnels. Des faits généralement présentés par le C.O.D.E comme des victoires. C'est le cas de cette réaction euphorique en novembre 2010 au communiqué de presse du Directeur du Cabinet civil de la Présidence de la République du Cameroun, dénonçant l'ouverture d'une enquête par la justice française sur de présumés biens mal acquis par le Président Biya à l'initiative d'une association proche du C.O.D.E, l'Union pour une diaspora active.

Cet activisme médiatique vise ainsi une action révolutionnaire clairement exprimée. De façon opportune, des faits nouveaux confortent le discours énoncé. Il s'agit de la structuration d'un mouvement d'opposition large en Amérique du Nord et en Europe qui se réfère à l'action du C.O.D.E, la Cameroon Diaspora for Change (CAMDIAC), afin de mutualiser l'action, compenser la faiblesse opérationnelle des partis politiques, développer des noyaux de réflexion et d'action au Cameroun et s'associer aux mouvements suscités ou anticipés de la jeunesse camerounaise. La perspective de l'élection présidentielle d'octobre 2011 accentue la nécessité opérationnelle. Elle conduit le C.O.D.E à envisager une plus grande efficacité de son idéologie, en s'appuyant sur des réseaux favorables au moyen d'une insurrection clairement organisée. Sur le terrain au Cameroun, des activistes du C.O.D.E ont bénéficié de l'attention des médias grâce à une notoriété acquise sur Internet à travers les sites *Camer.be*, et *Cameroon Info.net* notamment. Désormais, les conférences de presse, l'interdiction des réunions et des manifestations organisées par Célestin Djamen et d'autres activistes de la diaspora font la " Une " des journaux, animent les réseaux sociaux, inspirent des thèmes de débat aux télévisions camerounaises. Le début en février 2011 de la campagne de distribution de tracts dans certaines villes du Cameroun (Bamenda, Douala, Bafoussam) par le truchement de l'homme politique Mboua Massock appelant à une action révolutionnaire

de renversement du régime a pris source sur Internet à l'initiative du C.O.D.E, générant une floraison et une expression de mouvements contestataires anonymes.

### **Conclusion**

La présence d'une diaspora camerounaise croissante en Europe et en Amérique du Nord ouverte aux nouvelles technologies de l'information, particulièrement à Internet, a intensifié l'activité des mouvements transgressifs comme le C.O.D.E. Prolongement du terrain politique, Internet constitue dans une approche praxéologique, un espace public par excellence dont la nature libertaire favorise la construction d'un idéal politique par l'action, la circulation fluide des informations, une transmission tous azimuts du discours, un cadre régénérateur de contrat social, de communication politique et médiatique, d'énonciation, d'interrogation et d'interpellation. En s'appuyant sur cet outil, le C.O.D.E, a significativement étendu son audience. En compensant l'étroitesse de la base militante, la Toile constitue un cadre plein d'exercice de l'activité politique. L'avènement de la société de l'information, induisant une opulence communicationnelle, la porosité des frontières technologiques et énonciatives, une hétérogénéité des courants d'expression politique, représente dans le cas d'espèce une opportunité inespérée.

L'Internet reste un des moyens privilégiés de la lutte et de la coordination des actions de l'exopolitie qui compense le déficit des répertoires d'action traditionnels et la résidence extraterritoriale des acteurs externes. Les mouvements transgressifs camerounais comme le C.O.D.E ont de l'Internet une conception avant tout instrumentale : c'est un moyen qui leur permet de mieux contrôler la popularisation de leurs actions auprès du public, et surtout de mettre en œuvre en direction des médias de masse une communication politique qui leur confère une visibilité internationale en même temps qu'il facilite les con-

tacts et coordinations entre des organisations opérant dans des secteurs ou des pays différents.

L'apparition de portails d'information basés sur la publication ouverte a entraîné de nouveaux rapports à l'information et à l'action. Ces nouvelles interfaces préfigurent l'émergence d'un espace de contestation mondialisée. Sur la Toile, le développement de sites d'information et d'opinion sur le Cameroun a favorisé l'essor d'espaces de discussions, de forum d'échanges, de diffusion d'information et de mobilisation politique. Aujourd'hui, ces sites d'information sont des lieux d'une publication d'informations et de communication d'actions transnationales ; ils permettent aux militants d'échanger des informations très rapidement et mettent en œuvre des actions souvent sous la forme de mobilisations éclair. Ces sites recouvrent souvent l'ensemble des continents et deviennent petit à petit les piliers d'une conscience révolutionnaire transnationale et permettent de créer, à la place des sites, des réseaux d'une radicalité qui se veut nationaliste et révolutionnaire.

En fin de compte, l'internet apparaît comme un facilitateur de l'action collective: il donne des ressources supplémentaires aux militants pour agir sur leur environnement, vaincre la distance et l'éloignement, tout en réduisant le coût des mobilisations. L'internet agit sur la forme et le déroulement des actions collectives dont il démultiplie la résonance. Les " nouveaux médias " sur lesquels s'appuient les groupuscules de l'exopolitie camerounaise comme le C.O.D.E tentent d'en dépasser les contradictions pour produire une nouvelle politique de la vérité. Il ne s'agit pas de convaincre, de changer la conscience des gens, de remporter la lutte dans les cœurs et les esprits comme l'entendaient le faire jusqu'à présent les médias traditionnels, mais de créer des cœurs et des esprits neufs capables non seulement de produire, mais aussi de négocier leurs propres régimes de vérité. C'est à ce titre que les sites d'information sur Internet administrés par

ces mouvements transgressifs sont très dangereux puisqu'ils interrogent les fondements même de la fonction journalistique.

### **BIBLIOGRAPHIE**

-Blondeau, O., (2007), *L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*(en collaboration avec Laurence Allard) éd. Amsterdam.

-Dufoix, S., (2002), *Politiques d'exil*, Paris, PUF.

-Egré, P., (2002), " Internet, nouveau territoire de lutte pour les opposants politiques en exil", *Hommes et Migrations*, Numéro 1240.

-Granjon, F., (2001), *L'internet militant : mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Éd. Apogée.

-Matuszak, C., (2003), " De l'anarchisme au combat identitaire : l'internet comme média révolutionnaire ? ". *Communication, Colloque de la CISFSIC*, Bucarest.

-Matuszak C., (2004), " L'internet des mouvements transgressifs : un exemple de "transnationalisation" des identités militantes ? ", *Actes du XIVème Congrès de la SFSIC, Questionner l'internationalisation. Cultures, acteurs, organisations, machines ; Montpellier 3*, p 321 à 328.

-Ollitrault, S., (2002), " Internet, soutien au militantisme sans frontières ? ", dans *L'Internet en politique des États-Unis à l'Europe*, Serfaty, V., (dir.), Presses universitaires de Strasbourg

Sommier, I., (2003), *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Champs Flammarion.

-Proulx, S., (2002), " Mondialisation et mouvements d'affirmation identitaire : expressions possibles de la société civile internationale ", dans *Jaureguiberry F. et Proulx (dir.), Internet, nouvel espace citoyen ?*, Paris, l'Harmattan, Logiques sociales.

-Rouillé d'Orfeuil, H., (2006), *La diplomatie non gouvernementale. Les ONG peuvent-elles changer le monde ?* Paris, Les Éditions de l'Atelier.

-Sommier, I., (2003), *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Champs Flammarion.

-Tim, J., (2003), *S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris : Éditions Autrement.

## **NOTES**

- [1] Ces mouvements sont qualifiés de "transgressifs" parce qu'ils "viseraient des changements sociaux, destinés à redéfinir les structures sociales. Ils rejettent les institutions existantes, en envisageant parfois de nouvelles structures " (Jordan Tim, 2003). Le but revendiqué de ces mouvements est de construire de véritables espaces d'objection politique.
- [2] Le concept d'exopolitie a été lancé par Stéphane Dufoix dans son ouvrage " Politiques d'exil ". Dans cet essai qui prend exemple des opposants aux régimes communistes de Hongrie, de Tchécoslovaquie et de Pologne réfugiés en France, l'auteur propose une analyse des communautés réfugiées et de leur vie politique en exil. L'exopolitie sert à délimiter les contours de ces groupes sociaux, qui ont leur vie propre, avec des règles et un espace politique spécifiques, destinés à compenser leur absence de légitimité. Mais ces communautés ne peuvent être réduites aux seuls " politiques " - intellectuels, militants ou politiciens exilés. En exil, selon Dufoix toute activité culturelle relève de la subversion et de l'opposition au régime honni.
- [3] Pascale Egré a recueilli les témoignages de trois dissidents, une Tunisienne, un Mauritanien et un Chinois, sur l'usage qu'ils font d'Internet dans " Internet, nouveau territoire de lutte pour les opposants politiques en exil ", Hommes et Migrations, Numéro 1240 - novembre décembre 2002.
- [4] Cette synthèse du credo politique, des thématiques défendues et des actions engagées est effectuée sur la base de la consultation de deux blogs liés au collectif : [lecode.afrikblog.com/](http://lecode.afrikblog.com/) et [lecode.canalblog.com/](http://lecode.canalblog.com/)
- [5] Principes essentiels présentés, argumentés et défendus lors du Forum international de la diaspora camerounaise organisé à Bobigny en novembre 2005.
- [6] Il en est ainsi de Milla Assoute, ancien député du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais entré en dissidence et installé en France.
- [7] Brice Nitcheu, Corentin Talla ou Robert Wanto sont ainsi d'anciens " parlementaires ", ces étudiants de l'Université de Yaoundé qui se sont exilés à l'étranger à la suite des luttes estudiantines des années 90.
- [8] De nombreux demandeurs d'asile camerounais se revendiquant journalistes participent à la diffusion de l'action du CODE.
- [9] Ces revendications font l'objet de documents détaillés remis sous la forme de pétitions signées, de mémorandums et de dossiers de presse

à des organisations internationales, des médias internationaux et des institutionnels européens.

[10] Le discours du Président Paul Biya en juillet 2009 à Paris en direction de la diaspora camerounaise accueilli avec joie et espérance par les Camerounais de l'extérieur sera ainsi à la fois critiqué par le C.O.D.E puis récupéré pour en faire une des victoires de ses revendications pour la participation politiques de Camerounais de la diaspora.

[11] C'est ce qui va être constaté à l'occasion de la visite officielle en France du Président Paul BIYA en juillet 2009. L'importance de la campagne médiatique a fait craindre une escalade. Le Collectif ayant programmé une multitude de manifestations, des jets de pierre, de tomates et de d'œufs au passage du cortège présidentiel. Prenant au sérieux ces menaces, les forces de sécurité françaises ont à chaque fois cantonné les manifestants en supprimant des lieux symboliques préalablement retenus (Assemblée nationale, Palais de l'Elysée).

[12] Henri Rouillé d'Orfeuil, ingénieur agronome et docteur en économie est un des pionniers de la notion de diplomatie-non-gouvernementale. L'objectif de la diplomatie non gouvernementale promue par les ONG est de contribuer à la construction d'un monde solidaire. Elle intègre généralement trois familles d'ONG : les réseaux militants de la solidarité internationale ; l'opinion publique et les medias ; les négociateurs internationaux. Le succès d'opérations médiatiques, de négociations et de campagnes menées par certaines ONG, dans divers domaines notamment l'écologie, la régulation de l'économie mondiale avec l'émergence de l'altermondialisme, a accru l'intérêt de cette notion. La diplomatie-non-gouvernementale suscite cependant quelques appréhensions en étant considérée comme une diplomatie parallèle, loin de la volonté de ses promoteurs d'en faire une forme de " diplomatie participative.

[13] Les questions économiques ont fait l'objet d'une rencontre avec la Commission européenne à Bruxelles en 2004.

[14] C'est le cas notamment de Pr. Kapet de Bana, ancien responsable de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) dans les années 50, Président de la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme et coordonnateur du Conseil Mondial de la Diaspora Panafricaine ; Mme Odile BIYIDI, veuve de l'écrivain Mongo Beti et Présidente de la Société des Amis de Mongo Bété (SAMBE) ; Dr. Siméon Kuissu, Coodonnateur du " One Challenger " ; Mme Augusta Epanya, cadre dirigeante de l'UPC France et ancienne leader de l'UNEK ; Dr Abel Eyinga, militant historique de l'UPC.

[15] S'appuyant sur un noyau idéologique de cadres du Collectif, le Cercle existant de façon diffuse a été formalisé à la suite de la diffusion itinérante suivie de débat du film du réalisateur suisse Frank Garbely sur l'assassinat de Félix Moumié. Des rencontres et surtout la mise en cohérence de l'engouement suscité sur Internet à travers les forums, tribunes et réactions, a conduit à la création d'un club dédié, dont l'activité synthétise le discours historique du Collectif. L'engagement s'étend au-delà du Cameroun, à travers le credo formulé à savoir " Diffuser toute histoire, actualité ou perspective susceptible d'apporter aux Africains et Afro-descendants un éclairage nouveau pour leur mieux être général et une meilleure compréhension de leur environnement; Contribuer à une diffusion plus réelle et constructive de la culture africaine ".

[16] Aujourd'hui, la technique de l' " Open Publishing " fait des sites d'information des mouvements transgressifs des lieux d'une publication d'information et de communication d'actions transnationales. Ils permettent aux militants d'échanger des informations très rapidement et mettent en œuvre des actions souvent sous la forme de mobilisations éclair.

[17] Cet alliage d'images animées, de photos commentées a suscité une guerre de chiffres entre le C.O.D.E et le Ministère de l'Administration Territoriale du Cameroun. Le Collectif au moyen de ces vidéos en circulation avait alors entrepris de contrer systématiquement le bilan donné par le gouvernement camerounais en avançant des chiffres compulsés sur la base des sources expéditrices des vidéos diffusées sur la toile.

[18] Longtemps utilisé pour désigner la dispersion des juifs dans l'Antiquité, son champ d'application s'est élargi aujourd'hui. R. Brunet (1992) énumère trois types de causes de dissémination : " une dispersion contrainte, en l'absence de pays propre (diaspora palestinienne) ; une difficulté d'existence plus ou moins momentanée (diaspora portugaise, irlandaise) ; ou un choix d'activités et de modes de vie ". Les politologues se sont intéressés au rôle des diasporas dans les relations entre États, entre pays d'origine et pays d'accueil.